



Accusé de réception en préfecture
049-214903288-20221109-2022101-DE
Date de télétransmission : 17/11/2022
Date de réception préfecture : 17/11/2022

CONSEIL MUNICIPAL DU MERCREDI 9 NOVEMBRE 2022

N° 2022/101

Un extrait de la présente délibération a été affiché à la porte de la Mairie :

14 NOVEMBRE 2022

Présents : 28
Excusés : 8
(7 pouvoirs)
En exercice : 35

Secrétaires de séance :
Kong-Mong CHA et
Bertrand CHANDOUINEAU

Le mercredi neuf novembre deux mille vingt-deux à dix-huit heures trente, les membres du Conseil Municipal se sont réunis salle du Conseil Municipal à Saumur, sous la présidence de Monsieur Jackie GOULET, Maire, sur convocation faite par lui le jeudi trois novembre deux mille vingt-deux.

Étaient présents : M. GOULET, Maire – M. NERON M, Mmes GUILLON, LIEBAULT, Maires Délégué(e)s – Mme LELIEVRE, M. GUILMET, Mme LE COZ, M. PROD'HOMME, Mme GRIMA, M. CARDET, Mme METIVIER, Adjoint – Mmes BOURDIER, TAUGOURDEAU, MM. COMBEAU, PIERRE, BRAEMS, Mme LHOMMEDE, M. CHA, Mmes GODFRIN, COUBLANT, M. RICOU, Mmes FAURE, LE MELINER, M. CHANDOUINEAU, Mmes SOURDEAU, VILLARME, Mme LE MENAC'H, Conseillers Municipaux.

Excusés : MM. NERON N., JOSSE, BIDAULT, Mmes TUBIANA, RIO, MM. CHENOUF, OLIVA, HENRY qui ont respectivement donné pouvoir à Mme GUILLON, MM. GUILMET, RICOU, GOULET, Mmes LE COZ, LE MELINER, CHANDOUINEAU. M. HENRY s'est excusé sans donner de pouvoir.

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2023

Préambule

Le **Débat d'Orientations Budgétaires** répond aux obligations légales :

- la tenue d'un Débat d'Orientations est obligatoire dans les communes de plus de 3500 habitants ;
- le Débat doit avoir lieu dans les deux mois qui précèdent l'examen du budget primitif ;
- le Débat n'a aucun caractère décisionnel ;
- sa tenue doit néanmoins faire l'objet d'une délibération afin que le représentant de l'État puisse s'assurer du respect de la loi.

Le Débat d'Orientations Budgétaires doit s'appuyer sur un **Rapport d'Orientations Budgétaires** présenté par le Maire au Conseil Municipal. Ce rapport doit comprendre :

- **les orientations budgétaires**, évolution prévisionnelle des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement,
- **les engagements pluriannuels envisagés**, la présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision de dépenses et de recettes (PPI) et une Prospective Financière de Fonctionnement,
- des informations relatives à **la structure et la gestion de l'encours de la dette contractée**, et les perspectives pour le projet de budget,

- une présentation de la structure et de l'évolution des **dépenses de personnel et des effectifs**, la répartition des effectifs hommes / femmes ainsi que la durée effective du travail dans la collectivité.

Le Rapport d'Orientations Budgétaires vient ainsi fixer dans les programmations annuelle et pluriannuelle les actions portées par la collectivité, dans la droite ligne du projet politique municipal, et les moyens qui leur sont assignés.

1 – L'environnement international et national

Si la pandémie de la COVID s'est peu à peu tarie ces derniers mois permettant une reprise d'activité dans l'ensemble des secteurs, l'environnement international a naturellement été marqué, en 2022, par la guerre agressive menée par la Russie contre l'Ukraine, source de tensions autant politiques qu'économiques. L'économie mondiale connaît ainsi depuis plusieurs mois un ralentissement conjugué à une hausse importante des prix des matières premières, déjà amorcée par les conséquences de la pandémie, et, bien sûr, de l'énergie.

L'inflation, démultipliée par la répercussion par les entreprises des coûts de l'énergie, du transport et du travail sur les prix, atteint par conséquent des niveaux qui n'avaient plus été observés depuis les années 1980.

Dès lors, les projections de croissance mondiale sont modestes, à 3% cette année avant un nouveau ralentissement prévu en 2023 avec des perspectives à 2,2%.

Le bilan économique français suit la même trajectoire, avec une croissance portée à 2,7% en 2022 et estimée par le gouvernement à 1% en 2023. Le niveau d'incertitude lié à la guerre en Ukraine, à la crise énergétique qu'elle provoque, à la hausse des prix et à la remontée des taux d'intérêt est si élevé que cette projection à 1% pourrait s'avérer particulièrement optimiste.

L'inflation, elle, est prévue à un niveau de 4,2%. Un retour vers un rythme classique, autour de 2%, n'est pas attendu avant la fin 2024 et la hausse des prix de l'alimentation et des produits manufacturés va demeurer en 2023.

À noter qu'à ce stade et malgré ces indicateurs peu réjouissants, l'emploi demeure en progression et 73% des chefs d'entreprise ont – ou vont – recruté, non sans difficulté en raison d'une pénurie de main d'œuvre dans certains secteurs-clés.

2 – Le projet de Loi de Finances 2023 du Gouvernement

2.1 – Protéger les ménages et soutenir les entreprises au regard de la crise énergétique et en pleine flambée des prix

Le Projet de Loi de Finances du Gouvernement intervient ainsi dans un contexte international et national difficile et doit venir protéger les ménages, soutenir les entreprises mais aussi préserver les moyens d'action des collectivités locales. Logiquement, ce Projet de Loi de Finances prévoit la prolongation en 2023 du bouclier tarifaire contre les effets de l'inflation afin de compenser l'envolée des prix de l'énergie subie par les collectivités les plus fragiles (à noter qu'en 2022, la revalorisation du point d'indice et la hausse des prix des produits alimentaires étaient également prises en compte dans ce filet de sécurité mis en place par le gouvernement). 1,5 milliard d'euros sont budgétés pour financer cette mesure primordiale pour soutenir les collectivités et les territoires.

En outre, des mesures visant à protéger directement les ménages sont prévues telles que la baisse de l'impôt sur le revenu pour compenser l'inflation et la suppression définitive de la taxe d'habitation sur les résidences principales (qui concernait encore, en 2022, environ 20% des ménages).

Enfin, un bouclier tarifaire relatif à l'énergie est aussi créé pour les entreprises et la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) sera supprimée en 2 ans, sur les années 2023 et 2024. Cette suppression correspond à environ 8 milliards d'euros.

2.2 – La transition énergétique

Eu égard au contexte géopolitique mais aussi écologique, la transition énergétique devient naturellement une exigence de plus en plus forte. Le Projet de Loi de Finances prévoit à ce titre la poursuite des aides pour la rénovation énergétique des logements privés avec un budget de 2,5 milliards d'euros, le verdissement du parc automobile avec 1,3 milliards d'euros et le plan vélo gouvernemental bénéficiera, lui, de 250 millions d'euros.

Il faut souligner également, pour 2023, la création d'un « fonds vert », fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires, doté a priori d'1,5 milliards d'euros. Son objectif : soutenir les projets des collectivités locales en faveur de la transition écologique (rénovation des bâtiments publics, modernisation de l'éclairage public, valorisation des biodéchets, adaptation des territoires au changement climatique, revitalisation des friches, mise en place de zones à faible émission...), en misant non plus sur une logique d'appels à projets mais sur un fonctionnement déconcentré et une fongibilité des crédits.

2.3 – Les mesures en faveur des collectivités

Les concours financiers de l'État vers les collectivités passeront de 52,32 à 53,45 milliards d'euros, soit une augmentation de 2,15%, auxquels il convient d'ajouter le « fonds vert » d'1,5 milliards d'euros.

À noter que la Dotation Globale de Fonctionnement va finalement être abondée de 320 millions d'euros, en augmentant de 90 millions d'euros la Dotation de Solidarité Urbaine, de 200 millions d'euros la Dotation de Solidarité Rurale et de 30 millions d'euros la dotation d'intercommunalité. Par ailleurs, les dotations d'investissement (DSIL, DETR, etc...) seraient maintenues au même niveau d'environ 2 milliards d'euros.

2.4 – Des investissements à la hauteur du développement communal :

Si ce troisième rapport d'orientations budgétaires du mandat continue de concrétiser le projet politique et ses 80 propositions, il fait aussi l'épreuve d'un contexte national et international modifié tel qu'il a été exposé ci-avant. C'est ainsi avec lucidité et honnêteté qu'un examen précis et rigoureux de chaque proposition du projet politique a été réalisé afin d'en évaluer à nouveau la faisabilité technique d'une part et financière d'autre part. De ce point de vue, une exigence a primé : toujours conserver l'essence de la vision politique définie en 2020 - et pour laquelle l'équipe majoritaire a été élue - tout en faisant face avec autant d'intelligence et d'agilité possibles aux soubresauts d'un monde souvent incertain, inconstant et imprévisible.

Ce travail difficile a naturellement conduit à prendre des décisions pour privilégier certains programmes d'investissement, en décaler d'autres, redéfinir le périmètre et l'ampleur pour d'autres encore. Ces décisions ne sont pas des renoncements : elles sont des choix faits avec mesure, avec honnêteté et avec l'ambition toujours intacte de développer la Ville tout en ayant une gestion saine, rigoureuse et sensée de l'argent des saumurois.

De même, ce travail a conduit à freiner en 2023 le désendettement de la collectivité pour libérer de nouvelles capacités d'investissement. De ce point de vue, il est à souligner que l'objectif du mandat – désendetter à hauteur de 3,5 millions d'euros d'ici 2026 – a été atteint et même largement dépassé dès 2022.

Ce travail de fond conjugué à une politique offensive en matière de subventions permet dès lors :

- de ne pas augmenter la fiscalité des Saumurois déjà touchés par l'inflation, l'explosion des coûts de l'énergie et la hausse des bases fiscales ;
- de contenir nos charges de fonctionnement pour pouvoir absorber en partie la hausse du prix des énergies et la hausse du point d'indice de la fonction publique ;
- et, surtout, de maintenir un niveau d'investissement particulièrement élevé avec environ 13,7 millions d'euros investis en 2023.

Aussi ce document d'orientations budgétaires peut-il reprendre, grâce à cette maîtrise de la trajectoire financière de notre collectivité, les grands axes définis en 2020 et réaffirmés en 2021 :

- l'écologie, fil rouge de l'action municipale, qui fait l'objet d'une attention toujours plus forte tant elle est un enjeu urgent de transformation économique, sociale et sociétale ;
- les cinq priorités : l'éducation ; le sport ; l'économie, le commerce et l'emploi ; le cadre de vie ; les solidarités ;
- par-delà ces cinq priorités, les trois grands chantiers du projet municipal se poursuivent et si les deux premières années ont été celles des études, leur mise en œuvre effective démarre désormais.

Écologie, développement durable, transition énergétique

La crise énergétique nationale et internationale offre, malgré elle, une opportunité qu'il nous faut saisir : celle d'une prise de conscience individuelle et collective de la réalité de nos consommations d'énergie, ouvrant ainsi le champ à une modification profonde et durable de nos comportements. La mise en place par la Ville de Saumur d'un plan de sobriété en octobre 2022 est l'une des réponses à cette crise et s'inscrit de surcroît dans une politique volontariste en matière de développement durable et de transition énergétique, fil rouge des politiques de la collectivité.

Ainsi, l'année 2023 sera celle d'un renforcement important de notre exigence écologique, autant dans la poursuite de nos investissements que dans la modification durable de nos habitudes de fonctionnement, avec :

- l'adaptation à la baisse de la température de l'ensemble des bâtiments communaux et la réduction de l'éclairage public et de l'éclairage des monuments historiques ;
- la poursuite de la politique de rénovation et d'isolation des bâtiments publics avec un effort particulier sur les bâtiments les plus énergivores ;
- la réduction du parc de véhicules de la collectivité et le remplacement progressif des véhicules diesel par des véhicules électriques ;
- la poursuite, à travers le Centre communal d'action sociale, de la politique d'autant plus importante désormais en matière de lutte contre la précarité énergétique, volet écologique d'une politique plus globale de lutte contre les différentes formes de précarité (financière, alimentaire, de santé, de mobilité) ;
- la mise en place, effective depuis cet automne 2022, d'un dispositif porté avec la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire et la Saur, délégataire de service public en matière d'eau et d'assainissement, visant à réduire les consommations en eau dans les foyers et à aider financièrement les foyers les plus en difficulté ;

- après la préparation du sol en 2022, la plantation en janvier d'une micro-forêt de 2 400 arbres dans le parc du Château de Saumur en partenariat avec l'association saumuroise La Maison des Arbres et la mise en place d'une Ecole du Rucher ;
- après la finalisation d'un premier parc photovoltaïque de 10 hectares sur l'ancien site d'une déchetterie, la poursuite du projet d'un second parc photovoltaïque de 15 hectares auprès de l'aérodrome.

À noter que la création du « 1 euro écologie » (augmentation de 1 euro du billet d'entrée au Château, appliquée depuis le 1^{er} janvier 2021) permet de créer une recette d'environ 100 000 euros par an utilisée pour des projets d'ordre environnemental tel que la création de la micro-forêt.

Éducation, Enfance, Jeunesse

Ce mandat doit poursuivre, nous l'avons énoncé clairement, la dynamique enclenchée depuis 2014 et continuer l'amélioration des conditions d'apprentissage des élèves et des conditions de travail des équipes pédagogiques. Notre objectif : avoir rénové la totalité des écoles de Saumur entre 2015 et 2026, tout en portant une attention toute particulière aux enjeux pédagogiques : insertion des enfants en situation de handicap, développement et accès au numérique, apprentissage par l'alimentation, sensibilisation aux sujets environnementaux, accès au sport et à la culture...

Ces objectifs demeurent en 2023 et si le coût prévisionnel des travaux dans nos écoles est en forte augmentation, notre programmation d'investissement continue. Elle continue d'autant plus que le nombre d'enfants dans nos crèches et d'élèves dans nos écoles progresse, signe que notre décision d'investir massivement pour nos enfants est la bonne.

C'est pourquoi, en matière d'éducation, d'enfance et de jeunesse, la Ville de Saumur en 2023 :

- finalisera la rénovation (notamment énergétique) et l'extension de l'école Millocheau, entre les ponts ;
- finalisera les études pour le regroupement des écoles Charles Perrault et Petit Poucet, intégré dans le Nouveau Programme de Rénovation Urbaine ;
- continuera de préparer le regroupement des écoles Arche d'Orée et Récollets, intégré dans le périmètre Action Cœur de Ville ;
- installera deux nouvelles aires de jeux, auprès du gymnase Jean Chacun et sur la plaine du Thouet à Bagneux ;
- lancera la construction d'un nouvel Espace associatif et de jeunesse dans le périmètre du Nouveau Programme de Rénovation Urbaine ;
- poursuivra les études pour la rénovation des locaux de la place Verdun, notamment occupés par la MJC ;
- accélérera, pour les finaliser, les derniers travaux d'isolation thermique (façade et couverture) de l'accueil de loisirs du Petit Souper, à Saint-Hilaire-Saint-Florent ;
- inaugurera la nouvelle crèche Chanzy.

Sports

Aux côtés de notre politique en faveur de l'éducation, nos politiques sportives demeurent naturellement un levier extraordinaire en matière de bien-être individuel et collectif autant qu'en matière d'attractivité de la ville. La rénovation du stade d'Offard, portée par la Communauté d'Agglomération et achevée à la fin de l'année 2022, va à ce titre participer fortement à cette double dynamique. La Ville de Saumur, elle aussi, poursuit ses investissements en priorisant toujours deux actions : le sport pour tous et la mise à niveau de nos installations sportives.

Ainsi, la Ville de Saumur en 2023 :

- lancera la construction de la nouvelle Maison des Sports de Combats, dont les travaux dureront jusqu'en 2025, située au cœur du périmètre du Nouveau Programme de Rénovation Urbaine ;
- lancera la réfection du terrain synthétique du complexe des Rives du Thouet et l'éclairage du terrain d'honneur ;
- finalisera la mise en place de la Route d'Artagnan qui sera inaugurée, en partenariat avec la Région Pays-de-la-Loire et le Département de Maine-et-Loire, au printemps 2023 ;
- poursuivra la création d'un réseau de circuits sportifs ouverts à tous, à tous niveaux et à tous les sports.

À noter, en revanche, que la difficile faisabilité technique et financière du réaménagement des extérieurs du complexe sportif du Clos Coutard a conduit à décaler ce programme à une date ultérieure. De même, la rénovation des gradins extérieurs du stade Chantemerle à Bagneux va être étudiée à nouveau pour être réalisée en régie, avant la coupe du monde masculine de rugby de l'automne 2023.

Économie, commerce, attractivité

S'il est utile de noter que les indicateurs économiques sont tous en progression notable – chômage à 7,3% et toujours en baisse ; taux de vitrines commerciales disponibles à moins de 8% ; installation de nouvelles entreprises pourvoyeuses d'emplois sur les zones économiques du territoire de Saumur Val de Loire ; etc.... -, l'effort en matière d'économie, de commerce et plus largement d'attractivité doit être poursuivi et même renforcé. A ce titre, un travail étroit est naturellement mené avec la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire. Ainsi, en 2023, la Ville de Saumur :

- rénovera un local commercial au Chemin Vert ;
- finalisera l'installation d'une nouvelle activité dans le local commercial disponible dans le centre-bourg de Saint-Lambert-des-Levées ;
- poursuivra la réflexion sur la modernisation des Halles Saint-Pierre ;
- accueillera 17 fonctionnaires du Ministère de l'Intérieur, en service décentralisé, dans le bâtiment ex-CCAS ;
- poursuivra sa politique d'attractivité via la rénovation et la restauration du patrimoine avec la continuité des travaux sur le Temple protestant, la commercialisation des espaces de séminaires dans l'ancienne abbatale, ouverts depuis l'été 2022, les travaux sur l'église des Ardilliers. À noter que pour des raisons techniques et financières, la rénovation de la billetterie-boutique du Château et, condition sine qua non à sa réalisation, la création d'un nouvel espace de stockage des collections du Château, ne seront pas réalisées durant ce mandat. En revanche, un programme d'investissement pour l'amélioration des jardins et des extérieurs du Château va être défini ;
- renforcera sa politique culturelle avec la création du « OFF » des Journées du Patrimoine ;
- lancera l'étude de faisabilité technique et financière de la revitalisation de la salle Beaurepaire qui constitue le projet culturel majeur du mandat, notamment à destination des jeunes ;

et, en partenariat avec l'agglomération Saumur Val de Loire :

- engagera la création d'un espace dévolu au secteur tertiaire, au sein de la Maison des Sports de Combats et au cœur du périmètre du Nouveau Programme de Rénovation Urbaine ;
- poursuivra l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat qui doit permettre de rénover massivement, notamment sur le volet énergétique, les logements du cœur de ville ;
- accueillera, en septembre 2023, de nouvelles formations de niveau master (vins et spiritueux et événementiel culturel en 2023 ; art culinaire en 2024) au PLUS, Pôle régional de formations ;
- accueillera de nouvelles entreprises tertiaires auprès de la place Marc Leclerc et dans l'ex-UNEDIC.

Cadre de vie, aménagement urbain, plan vélo

Si 2022 a vu l'achèvement de travaux majeurs dans nos communes déléguées avec le réaménagement réussi de l'avenue de la Croix de Guerre à Saint-Lambert-des-Levées et des rues Ackerman et Palustre à Saint-Hilaire-Saint-Florent, l'année 2023 correspond logiquement au lancement des travaux d'aménagement urbain les plus ambitieux du mandat, avec notamment le grand chantier du quartier Saint-Jean et des quais de Loire. Ces grands travaux, qui vont pour les trente prochaines années modifier le visage et l'allure de notre ville au même titre que ceux qui y renforcent la place du vélo, n'excluent pas pour autant la poursuite d'un travail minutieux et de longue haleine en matière de rénovation de nos voiries.

De cette manière, en 2023, la Ville de Saumur :

- poursuivra les travaux engagés en cet automne 2022 pour réaménager l'ensemble du quartier Saint-Jean, cœur commercial de Saumur ;
- poursuivra les travaux d'aménagement du quartier Croix-Verte, autour du PLUS, Pôle régional de formations, et du futur nouvel EHPAD ;
- finalisera la rénovation de l'axe Carabiniers de Monsieur – Chanzy – Gambetta, prélude au réaménagement des quais de Loire ;
- lancera les premiers travaux sur les quais de Loire, projet phare du mandat ;
- lancera le réaménagement de la place Marc Leclerc, prélude là aussi, en matière de stationnement, à la revitalisation des quais ;
- poursuivra la rénovation des voiries avec un budget constant d'1 million d'euros dont 150 000 euros fléchés plus particulièrement sur le plan vélo ;
- poursuivra l'aménagement de la ZAC Vaulanglais-Noirettes à Saint-Hilaire-Saint-Florent et Bagneux, lancée en 2021 ;
- mettra en place le premier budget participatif.

À noter la suppression à ce stade, pour des raisons financières, de la rénovation de la rue Chantemerle.

Solidarités

Le contexte socio-économique national est, on l'a vu, particulièrement contraint. Il semble dès lors absolument nécessaire de poursuivre et de renforcer nos politiques de solidarités et notamment la lutte contre les précarités (énergétique bien sûr, mais aussi financière, alimentaire, de mobilité et de santé). Ainsi, en 2023, la Ville de Saumur :

- maintiendra le financement de son Centre communal d'action sociale chargé, avec l'Espace Jacques Percereau, de mettre en œuvre les politiques de solidarités ;
- poursuivra le dispositif, mis en place à l'automne 2022 et porté avec la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire et la Saur, délégataire de service public en

- matière d'eau et d'assainissement, visant à réduire les consommations en eau dans les foyers et à aider financièrement les foyers les plus en difficulté ;
- mettra en œuvre le schéma directeur du handicap, formalisé en 2022 ;
 - ouvrira le nouvel EHPAD de la Croix Verte avec 80 lits et des logements ADAPEI qui compléteront ainsi l'offre de parcours résidentiel pour nos aînés et les personnes en situation de handicap ;
 - poursuivra l'activité du Centre communal de santé avec les médecins retraités et l'accueil de nouveaux praticiens ;
 - lancera le schéma d'aménagement du secteur Parmentier avec la création de logements en lien avec la résidence Clair Soleil qui, elle-même, pourrait progresser de 20 appartements.

3 - Les Dotations de l'État et Fiscalité - Projections

Dotations de l'État

		2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
DOTATIONS GLOBALES		8 219 822	8 220 195	8 537 550	8 641 362	8 649 060	8 291 120	8 456 556	8 672 920
Dont	D.G.F	5 394 707	5 020 099	5 072 340	5 032 612	4 940 869	4 930 403	4 920 480	5 170 480
	D.S.U	1 445 244	1 592 209	1 690 987	1 769 992	1 844 665	1 906 302	1 967 323	1 967 320

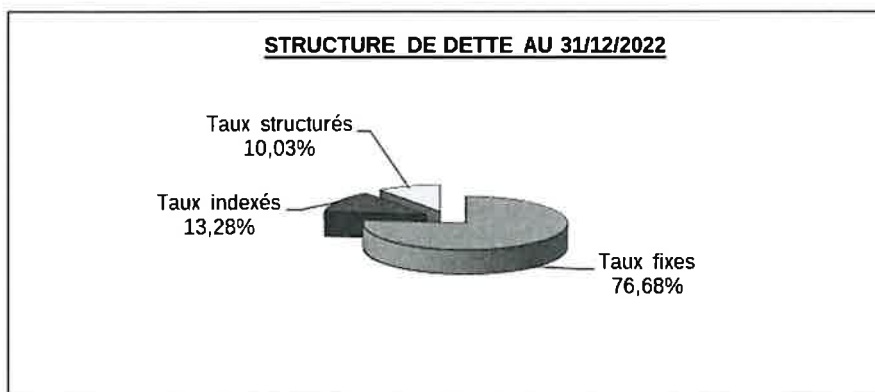
Evolution des bases fiscales et des produits 2013-2021

Taux 2013-2016	Taux 2017	Taux 2021	Taxes	Bases							
				2016 Réalisé	2017 Réalisé	2018 Réalisé	2019 Réalisé	2020 Réalisé	2021 Réalisé	2022 Estimé	2023 Estimé
17,72%	17,62%	17,62%	Taxe Habitation	36 204 561	36 742 059	37 324 467	38 330 903	38 792 029	3 020 997	3 123 712	3 311 135
25,89%	25,41%	46,67%	Taxe Foncier bâti	33 043 325	33 089 394	33 677 679	34 245 763	34 708 702	33 675 627	34 747 000	36 831 820
49,43%	49,16%	49,16%	Taxe Foncier non bâti	539 913	538 886	548 769	562 386	571 705	568 822	587 400	622 644

Taxes	Produits							
	2016 Réalisé	2017 Réalisé	2018 Réalisé	2019 Réalisé	2020 Réalisé	2021 Réalisé	2022 Estimé	2023 Estimé
Taxe Habitation	6 415 448	6 473 950	6 576 787	6 753 612	6 834 885	462 748	578 785	613 512
Taxe Foncier bâti	8 554 917	8 408 321	8 558 786	8 704 179	8 818 959	15 696 521	16 216 425	17 190 496
Taxe Foncier non bâti	266 879	264 916	269 775	276 469	281 050	280 458	288 766	306 092
Rôles complémentaires	19 762	55 732	66 937	50 143	87 652			
TOTAUX	15 257 006	15 202 919	15 472 285	15 784 403	16 022 546	16 439 727	17 083 976	18 110 100

4 – La Structure de la dette

Type de taux	CRD au 31/12/2022	%
Taux fixes	21 387 468,86	76,68%
Taux indexés	3 705 103,90	13,28%
Taux structurés	2 797 884,36	10,03%
Encours total	27 890 457,12	



5 - Ressources humaines : éléments essentiels

Structure des effectifs de la Ville par catégories en 2022 :

Les effectifs permanents de la Ville de Saumur et du C.C.A.S. se répartissent de la manière suivante :

- Catégorie A : 10,3 % (9,4 % en 2021) (moyenne FPT : 9 %)
- Catégorie B : 16,7 % (12,6 % en 2021) (moyenne FPT : 15 %) – ce chiffre tient compte du passage en catégorie B notamment des auxiliaires de puériculture (en C précédemment)
- Catégorie C : 73 % (78 % en 2021) (moyenne FPT : 76 %)

Structure des effectifs par âge en 2022:

RÉPARTITION PAR TRANCHES D'ÂGE 2022 -VILLE et CCAS - (emplois permanents) : chiffres 2021 en italique			
Tranches d'âges	Nbre d'agents	Nbre d'hommes	Nbre de femmes
De 20 à 29 ans	26 (22)	6 (6)	20 (16)
De 30 à 39 ans	58 (63)	20 (23)	38 (40)
De 40 à 49 ans	151 (158)	59 (63)	92 (95)
De 50 à 55 ans	111 (112)	34 (33)	77 (79)
De 56 à 59 ans	73 (70)	28 (26)	45 (44)
60 ans et plus	30 (25)	10 (6)	20 (19)
Total	449 (450)	157 (162)	292 (293)

Les chiffres présentés ci-dessus sur la pyramide des âges des agents montrent que des changements structurels sont à prévoir à moyen terme au sein des effectifs ; en effet, le nombre d'agents de plus de 56 ans continue de progresser (23 % environ du total des agents). Dans le même temps, le nombre de jeunes de moins de 30 ans a légèrement progressé alors que les 30-40 ans régressent.

Taux d'emploi de travailleurs handicapés

Le taux d'emploi de travailleurs handicapés ou autres contrats assimilés est le suivant :

	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021	202
Ville	7, 50 %	7,27 %	7,95 %	7,85 %	7,59%	6,12%	6,23%	NC
CCAS	8, 30 %	7,03 %	5,45 %*	5,66 %*	6,25%	3,08%	7,35 %	NC

(*nombre de personnes concernées toutefois conforme aux exigences réglementaires)

La Ville de Saumur respecte jusqu'à ce jour son obligation d'emploi, mais le taux avait chuté pour le CCAS, notamment suite à plusieurs départs à la retraite d'agents en 2019 et 2020. Des recrutements fin 2021 devraient permettre d'améliorer la situation notamment du CCAS pour 2022.

Les chiffres pour la Ville de Saumur sont toujours aussi fragiles et doivent donner lieu à une politique volontariste de recrutement et de sensibilisation auprès des agents, afin qu'ils acceptent de s'engager dans des démarches de reconnaissance de pathologies reconnues au titre du handicap.

Évolution de la masse salariale (Budget principal Ville)

(emplois permanents et non permanents)

2015 rappel	BP 2017	BP 2018	BP 2019	BP 2020	BP 2021	BP 2022	OB 2023
17 161 442 €	16 802 00 €	17 000 00 € *	16 711 000 € *	16 640 00 € *	16 429 00 € *	16 795 000 € *	18 200 000 € *

* + coût des services communs remboursés à l'agglo : commandes publiques / courrier / SI / RH / Cabinet

La Ville et le CCAS de Saumur ont décidé depuis plusieurs années de mener des actions volontaristes pour tenter de réduire les risques d'apparition de maladies professionnelles et de troubles musculo-squelettiques dans certains métiers (petite enfance, services techniques, accompagnement des personnes âgées...). Cet engagement a été pris avec les membres du CHSCT. A noter sur ce point que les enveloppes d'investissement annuelles dédiées à l'adaptation des matériels de travail évitant l'apparition de troubles musculo-squelettiques dans l'ensemble des services municipaux sont reconduites.

Ex : casques téléphoniques pour les postes administratifs, souris ergonomiques, sièges adaptés, bureaux assis/debout, matériels techniques portés au dos plutôt qu'aux bras... ;

Par ailleurs grâce à la création en 2022 d'un service de médecine de santé au travail porté par la Communauté d'agglomération pour le compte de l'agglomération, de la Ville et du CCAS et des communes du territoire, les agents dont la situation médicale nécessite un suivi régulier et un aménagement du poste de travail sont mieux suivis. Le remboursement de la Ville à l'agglomération sur ce nouveau service est estimé à 52 000 € pour les agents de la Ville (130 € par an et par agent). A la date d'aujourd'hui, 1 600 agents du territoire de la Communauté d'agglomération sont suivis par ce service.

L'effort conséquent et constant réalisé pour contenir la masse salariale de la Ville perdure mais doit toutefois intégrer un certain nombre de décisions nouvelles, externes et internes, prises notamment pour accompagner les agents dans ce contexte socio-économique difficile. Cette situation résulte :

- des augmentations découlant des dispositions prises par l'Etat (augmentation du point d'indice en année pleine : 240 000 € - pour 6 mois de plus qu'en 2022) ;
- des augmentations découlant de dispositions particulières prises par la collectivité (augmentation du GVT à 1,2 au lieu de 0,8 % soit une augmentation de 206 000 €) ;
- de la décision de mettre en place une participation de l'employeur à la couverture santé de ses agents (123 000 €) ;
- de la mise en place des moyens humains plus importants nécessaires au fonctionnement de certains services (nouvelle crèche Chanzy, renfort billetterie Château, besoins ponctuels liés au transfert pendant travaux de l'École Millocheau, accompagnement UEMA, renforts aux Affaires générales, au service Commerce et

animations...) même s'il est à souligner l'augmentation importante des recettes, notamment au Château ;

- de l'augmentation du niveau de versement de la Prime de précarité instituée par l'Etat en 2021 et dont les conséquences sont plus importantes que prévu ;
- de la hausse concomitante de la masse salariale refacturée pour les services communs avec la CASVL (notamment due aux renforts recrutés sur les services SI).

Conclusion

Ce troisième rapport d'orientations budgétaires du mandat s'inscrit dans la lignée des objectifs assignés en 2020 en matière de gestion des comptes publics – une fiscalité qui n'augmente pas et un investissement élevé – malgré un contexte économique mondial et national contraignant. Il est, aussi, la transcription fidèle des engagements politiques du projet municipal et de ses 80 propositions autant qu'il est la transcription des enjeux immédiats et des difficultés nouvelles, notamment en matière de hausse des prix de l'énergie, d'augmentation des taux d'intérêt et d'inflation en général.

Équilibre entre la feuille de route que s'est donnée la majorité municipale en 2020 et les aléas d'un monde qui change vite, ce rapport d'orientations budgétaires se veut ainsi volontariste et même optimiste – mais toutefois vigilant et attentif quant au maintien des capacités d'investissement de la collectivité.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal PREND ACTE à l'unanimité.

Pour extrait conforme,
Le Maire de la Ville de Saumur,



Jackie GOULET

VILLE DE SAUMUR - PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT 2023-2026

	BUDGETS PRINCIPAL - PRU - TVA	2023	2024	2025	2026	TOTAUX de 2023 à 2026
		Montants nets	Montants nets	Montants nets	Montants nets	Montants nets
SECTEURS	TOTAL DES PROGRAMMES IDENTIFIES	12 234 530	11 455 730	12 767 840	9 942 140	46 400 040
ENSEIGNEMENT	ECOLE MILLOCHEAU – RENOVATION ET EXTENSION	751 430				751 430
ENSEIGNEMENT	ECOLES RECOLLETS / ARCHE D'OREE – REGROUPEMENT	31 500		175 200	2 772 840	2 979 540
ENSEIGNEMENT	ECOLES CHARLES PERRAULT – PETIT POUCKET – REGROUPEMENT	70 000	1 287 600	3 233 400	-87 400	4 503 600
ESPACES VERTS	ABORDS CHATEAU	100 000	100 000	100 000	100 000	400 000
ESPACES VERTS	JARDIN DES PLANTES	-116 300				-116 300
ESPACES VERTS	AIRES DE JEUX ET AGRES	32 620		30 000	90 000	152 620
GESTION PATRIMONIALE	NPNRU – ESPACE ASSOCIATIF ET DE JEUNESSE	2 114 520	-242 670			1 871 850
GESTION PATRIMONIALE	NPNRU – DEMOLITIONS			120 000		120 000
GESTION PATRIMONIALE	ACCESSIBILITE DES BATIMENTS (ADAP)	100 000	100 000	100 000	100 000	400 000
GESTION PATRIMONIALE	PLAN ECONOMIE - OPTIMISATION ENERGETIQUE	140 000	40 000	40 000	40 000	260 000
GESTION PATRIMONIALE	ANJOU COEUR DE VILLE – OPAH RU	170 000	200 000	260 000	96 000	726 000
GESTION PATRIMONIALE	AIDE RENOVATION LOGEMENT – HORS PERIMETRE OPAH-RU	50 000	50 000	50 000	50 000	200 000
GESTION PATRIMONIALE	LOCAUX PLACE VERDUN – REHABILITATION CLOS ET COUVERT	42 000	342 000	1 916 000	240 000	2 540 000
GESTION PATRIMONIALE	SALLES MUNICIPALES (Mobilier et matériel)	10 000	10 000	10 000	10 000	40 000
GESTION PATRIMONIALE	SALLE BEAUREPAIRE	100 000		1 000 000	1 000 000	2 100 000
GESTION PATRIMONIALE	MOULIN DU VIGNEAU – MISE EN SECURITE	75 000				75 000
GESTION PATRIMONIALE	CELLULES COMMERCIALES – TRAVAUX AMENAGEMENT	65 000				65 000
JEUNESSE	ALSH PETIT SOUPER	300 000	-100 000			200 000
MONUMENTS HISTORIQUES	REMPARTS BASTIONNES – RESTAURATION PARTIES MENACANT RUINE ET MISE EN SECURITE DES PARTIES HAUTES	-112 900				-112 900
MONUMENTS HISTORIQUES	REMPARTS BASTIONNES – MISE EN SECURITE DES REMPARTS 13 A 22				66 200	66 200
MONUMENTS HISTORIQUES	HOTEL DE VILLE – RESTAURATION COUVERTURES XIXème			23 900	730 000	753 900
MONUMENTS HISTORIQUES	EGLISE ND DES ARDILLIERS – ETUDES ET TRANCHE FERME DE TRAVAUX	748 600	-140 000			608 600
MONUMENTS HISTORIQUES	TEMPLE PROTESTANT RESTAURATION	605 150	-73 200			531 950
MONUMENTS HISTORIQUES	MH DIVERS – GROS INVESTISSEMENTS	50 000	50 000	50 000	50 000	200 000
MOYENS DES SERVICES	RENOUVELLEMENT MATERIEL CENTRE TECHNIQUE	259 500	200 000	200 000	200 000	859 500
MOYENS DES SERVICES	ARCHIVES MUNICIPALES – EXTENSION		250 000			250 000
PETITE ENFANCE	CRECHE CHANZY – ACQUISITION ET TRAVAUX	528 500				528 500
SECURITE CIVILE	RISQUE SOUTENEMENT – RUE DES CAVES	235 000	90 000			325 000
SECURITE CIVILE	RISQUE SOUTENEMENT – RUE DE BEAULIEU	130 000				130 000
SECURITE CIVILE	RISQUE SOUTENEMENT – CHEMIN DE GRENELLE	85 000				85 000
SECURITE CIVILE	RISQUE SOUTENEMENT – 7 RUE BASSE PERRIERE	40 000				40 000
SECURITE CIVILE	RISQUE SOUTENEMENT – COPROPRIETE 1 RUE DU PONT FOUCHARD	150 000				150 000
SECURITE CIVILE	OUVRAGES D'ART – PONT DU PRESOIR ET ENTRETIEN DIVERS	150 000				150 000
SPORTS	NPNRU – MAISON DES SPORTS DE COMBAT	987 540	3 420 000	-604 860		3 802 680
SPORTS	BASE DE LOISIRS MILLOCHEAU	10 000	10 000	10 000	10 000	40 000
SPORTS	COMPLEXE SPORTIF DES RIVES DU THOUET	500 000				500 000
VOIRIE ET RESEAUX	NPNRU – AMENAGEMENT CENTRE-NORD CHEMIN VERT	775 650	547 000	68 000	-139 000	1 251 650
VOIRIE ET RESEAUX	RUE ACKERMAN – PALUSTRE	-326 600				-326 600
VOIRIE ET RESEAUX	QUARTIER CROIX VERTE – AMENAGEMENTS	133 770				133 770
VOIRIE ET RESEAUX	ZAC VAULANGLAIS NOIRETTES- PARTICIPATION	284 000	284 000	284 000	105 000	957 000
VOIRIE ET RESEAUX	ECLAIRAGE PUBLIC	469 000	460 000	460 000	463 000	1 852 000
VOIRIE ET RESEAUX	REAMENAGEMENT CENTRE VILLE	-216 450				-216 450
VOIRIE ET RESEAUX	AVENUE DE LA CROIX DE GUERRE – REQUALIFICATION	180 000				180 000
VOIRIE ET RESEAUX	QUAI COMTE LAIR – REQUALIFICATION		30 000	490 000	540 000	1 060 000
VOIRIE ET RESEAUX	RUE DE CHANTEMERLE				610 000	610 000
VOIRIE ET RESEAUX	RUES CARABINIERS DE MONSIEUR – CHANZY – GAMBETTA	485 000	25 000			510 000
VOIRIE ET RESEAUX	KLEBER – CALES DE LOIRE	348 000	2 433 000	3 012 000	2 018 500	7 811 500
VOIRIE ET RESEAUX	QUARTIER SAINT JEAN ET RUES ADJACENTES	210 000	865 000	1 005 000	160 000	2 240 000
VOIRIE ET RESEAUX	ROUTE DU VIEUX VIVY		235 000			235 000
VOIRIE ET RESEAUX	PLACE SAINT NICOLAS				30 000	30 000
VOIRIE ET RESEAUX	PLACE MARC LECLERC	1 490 000	960 000			2 450 000

VILLE DE SAUMUR - PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT 2023-2026

BUDGETS PRINCIPAL - PRU - TVA		2023	2024	2025	2026	TOTAUX de 2023 à 2026
		Montants nets	Montants nets	Montants nets	Montants nets	Montants nets
VOIRIE ET RESEAUX	PLACE DE LA POTERNE – ETUDES			24 000		24 000
VOIRIE ET RESEAUX	RUE DU PONT FOUCHARD - PLACE DE LA DEPORTATION – ETUDES			24 000		24 000
VOIRIE ET RESEAUX	CHARENTRES – REQUALIFICATION		23 000	687 000	687 000	1 397 000
DÉTAIL DES AUTRES PROGRAMMES		1 542 160	1 495 000	1 475 000	1 775 000	6 287 160
CIMETIERES	CIMETIERES	47 000	20 000	20 000	20 000	107 000
CULTURE	CULTURE (château + archives + VAH)	35 800	25 000	25 000	25 000	110 800
ENSEIGNEMENT	ENSEIGNEMENT (informatique + travaux + matériel)	135 500	130 000	130 000	130 000	525 500
ESPACES VERTS	ESPACES VERTS	30 000	30 000	30 000	30 000	120 000
GESTION PATRIMONIALE	GESTION PATRIMONIALE (foncier + travaux + conformité ERP)	230 000	150 000	150 000	150 000	680 000
JEUNESSE	JEUNESSE	3 000	3 000	3 000	3 000	12 000
MOYENS DES SERVICES	MOYENS DES SERVICES	162 790	200 000	200 000	200 000	762 790
PETITE ENFANCE	PETITE ENFANCE	5 000	5 000	5 000	5 000	20 000
SECURITE CIVILE	POTEAUX INCENDIE	12 000	12 000	12 000	12 000	48 000
SECURITE CIVILE	RISQUES CAVITES ET COTEAU	50 000	50 000	50 000	50 000	200 000
SPORTS	SPORTS	80 000	50 000	50 000	50 000	230 000
VOIRIE ET RESEAUX	VOIRIES ET RESEAUX (dont EP hors MPGP, voirie, enfouissements réseaux programme trottoirs, accessibilité chaînes de déplacements)	550 000	550 000	550 000	850 000	2 500 000
VOIRIE ET RESEAUX	MOBILIER URBAIN		20 000			20 000
VOIRIE ET RESEAUX	MOBILITES DURABLES - CIRCULATIONS DOUCES	1 070	50 000	50 000	50 000	151 070
IMPREVUS	INVESTISSEMENTS IMPREVUS	200 000	200 000	200 000	200 000	800 000
TOTAL DE TOUS LES PROGRAMMES		13 776 690	12 950 730	14 242 640	11 717 140	52 687 200

RECAPITULATIF PAR SECTEUR	2023 Montants nets	2024 Montants nets	2025 Montants nets	2026 Montants nets	2023-2026 Montants nets
CIMETIERES	47 000	20 000	20 000	20 000	107 000
CULTURE	35 800	25 000	25 000	25 000	110 800
ENSEIGNEMENT	988 430	1 417 600	3 538 600	2 815 440	8 760 070
ESPACES VERTS	46 320	130 000	160 000	220 000	556 320
GESTION PATRIMONIALE	3 096 520	649 330	3 646 000	1 686 000	9 077 850
JEUNESSE	303 000	-97 000	3 000	3 000	212 000
MONUMENTS HISTORIQUES	1 290 850	-163 200	73 900	846 200	2 047 750
MOYENS DES SERVICES	422 290	650 000	400 000	400 000	1 872 290
PETITE ENFANCE	533 500	5 000	5 000	5 000	548 500
SECURITE CIVILE – RISQUE COTEAU - INCENDIE	852 000	152 000	62 000	62 000	1 128 000
SPORTS	1 577 540	3 480 000	-544 860	60 000	4 572 680
VOIRIE ET RESEAUX	4 383 440	6 482 000	6 654 000	5 374 500	22 893 940
IMPREVUS	200 000	200 000	200 000	200 000	800 000

MONTANTS BRUTS CORRESPONDANT	19 940 250	15 808 360	19 492 700	14 897 540	70 138 850
------------------------------	------------	------------	------------	------------	------------

VILLE DE SAUMUR - BUDGETS A CARACTERE ADMINISTRATIF (Principal - PRU - TVA)
PROSPECTIVES FINANCIERES DE FONCTIONNEMENT 2018-2026

RECETTES	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	BP 2022	2023	2024	2025	2026
Dotations et participations (Etat)	8 537 550,16	8 638 553,52	8 649 060,31	8 291 120,30	8 280 110,00	8 670 000,00	8 670 000,00	8 670 000,00	8 670 000,00
Dotations et participations (divers)	1 982 260,76	1 879 153,97	1 931 351,92	2 270 708,52	1 710 080,00	1 430 000,00	1 430 000,00	1 430 000,00	1 430 000,00
Fiscalité (TH+FB+FNB)	15 472 285,00	15 788 949,00	16 043 000,00	16 678 520,00	16 600 000,00	18 110 100,00	18 381 750,00	18 657 470,00	18 937 330,00
Attrib compensation TP + FNGIR + DCRTPT	2 418 831,06	2 393 958,71	2 420 642,42	2 410 642,42	2 407 000,00	2 420 000,00	2 420 000,00	2 420 000,00	2 420 000,00
F. P., I. C.	372 359,00	370 165,00	372 359,00	372 359,00	372 360,00	372 360,00	372 360,00	372 360,00	372 360,00
Taxe sur électricité	583 591,80	612 464,76	574 665,53	593 381,65	570 000,00	570 000,00	570 000,00	570 000,00	570 000,00
Taxe add droits de mutation	879 951,56	1 088 537,82	1 113 167,02	2 049 185,12	750 000,00	1 000 000,00	1 000 000,00	1 000 000,00	1 000 000,00
Droits de stationnement	560 710,33	569 857,07	459 223,83	499 996,29	514 000,00	534 000,00	534 000,00	534 000,00	534 000,00
Autres impôts	203 780,21	216 129,70	177 319,81	199 509,55	200 000,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00
Produits de gestion courante	3 743 881,75	4 348 661,86	3 432 676,32	4 034 640,99	4 258 920,00	4 670 000,00	4 670 000,00	4 670 000,00	4 670 000,00
Produits financiers (Fds de soutien)	40 480,07	28 734,19	28 414,15	53 281,08	28 420,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Produits exceptionnels	280 219,66	177 865,13	137 049,56	119 850,47	47 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00
Travaux en régie	299 993,70	299 988,27	299 995,06	299 830,16	300 000,00	300 000,00	300 000,00	300 000,00	300 000,00
Reprise sur provisions	0,00	0,00	39 700,00	45 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Amort des subventions perçues	25 611,84	0,00	2 051,39	14 644,00	15 000,00	18 200,00	18 200,00	18 200,00	18 200,00
TOTAUX	35 401 506,90	36 413 019,00	35 880 676,32	37 933 169,55	36 052 890,00	38 344 660,00	38 616 310,00	38 892 030,00	39 171 890,00

DEPENSES	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	BP 2022	2023	2024	2025	2026
Charges à caractère général	5 723 080,78	6 173 055,59	5 506 653,15	6 323 613,21	6 456 070,00	7 500 000,00	7 500 000,00	7 500 000,00	7 500 000,00
Loyer du PPP Éclairage public	533 539,14	625 861,54	537 245,21	502 983,61	541 000,00	550 000,00	600 000,00	600 000,00	600 000,00
Charges de personnel (directes)	16 425 963,16	16 370 421,56	16 205 131,88	16 324 106,96	16 795 000,00	18 200 000,00	18 420 000,00	18 640 000,00	18 860 000,00
Charges de personnel dans serv communs	582 905,79	765 184,13	749 509,66	840 084,83	821 500,00	1 095 500,00	1 110 000,00	1 120 000,00	1 130 000,00
Indemnité des Elus	311 739,83	314 326,48	316 473,89	340 576,52	347 500,00	360 000,00	360 000,00	360 000,00	360 000,00
Pacte fiscal – Reversement de fiscalité		63 997,00	67 194,00	71 016,00	70 000,00	80 000,00	80 000,00	80 000,00	80 000,00
Subventions aux associations	1 801 589,00	1 739 472,50	1 592 944,83	1 504 852,69	1 600 000,00	1 450 000,00	1 450 000,00	1 450 000,00	1 450 000,00
Autres subventions	33 977,11	43 998,29	8 291,45	59 607,10	34 200,00	8 500,00	9 000,00	9 000,00	9 000,00
Contribution au CCAS	575 000,00	575 000,00	575 000,00	695 000,00	695 000,00	695 000,00	695 000,00	695 000,00	695 000,00
Contributions aux écoles privées	493 492,50	475 562,00	496 477,50	488 798,50	443 100,00	440 000,00	440 000,00	440 000,00	440 000,00
Contributions aux autres syndicats intercom.	110 120,82	71 028,78	60 178,78	69 936,08	65 000,00	65 000,00	65 000,00	65 000,00	65 000,00
Charges financières	1 054 348,56	878 770,53	819 115,32	735 532,06	635 000,00	552 000,00	562 100,00	593 000,00	620 000,00
ICD – Prêt Yev/\$ et Prêt CMS1/CMS30	0,00	413 000,00	133 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Provision pour risque de taux	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Charges exceptionnelles	55 455,13	26 288,11	25 476,18	21 382,17	20 500,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00
Amortissement des immob.	1 769 473,49	1 860 107,28	1 838 668,16	1 855 032,08	1 800 000,00	1 620 000,00	1 620 000,00	1 620 000,00	1 620 000,00
TOTAUX	29 470 886,31	30 398 073,79	29 031 360,01	29 832 621,81	30 323 870,00	32 836 000,00	32 931 100,00	33 192 000,00	33 449 000,00

Résultats constatés 2018-2021 Epargne brute budgétaire 2022-2026	5 930 821,59	6 016 945,21	6 649 316,31	8 100 647,74	5 729 020,00	5 708 660,00	5 685 210,00	5 700 030,00	5 722 890,00
---	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------



RAPPORT sur l'EGALITE Femmes /Hommes au sein des services municipaux (Ville et CCAS)

Annexe au Rapport sur les orientations budgétaires 2023

DRH / VT – le 21 octobre 2022

La loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, renforcée par les dispositions de la Loi du 6 août 2019 de transformation de la Fonction Publique, dispose que les collectivités territoriales doivent mettre en œuvre au sein de leurs services, une politique pour l'égalité entre les femmes et les hommes.

En outre, il est demandé aux communes de présenter au Conseil municipal, un rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes au sein des services municipaux.

Ce rapport doit notamment présenter des données relatives au temps de travail, à la promotion professionnelle, aux conditions de travail, à la rémunération et à l'articulation entre vie professionnelle et vie personnelle, à la prévention de toutes les violences faites aux agents sur leur lieu de travail et à la lutte contre toute forme de harcèlement. Le présent rapport prendra donc appui sur ces différents points.

1 - Données générales sur la répartition des effectifs femmes / hommes au sein des services de la Ville et du CCAS

La Ville et le CCAS emploient 449 agents sur emplois permanents (titulaires et contractuels, hors contrats aidés) au 30/06/2022. Ils étaient 450 au 01/10/21 et 446 à la même date en 2018.

La proportion des femmes dans les effectifs de la Ville et du CCAS était en constante baisse ces dernières années : 63,5 % en 2019 contre 64,35 % en 2018 et 66,52 % en 2017.

En effet, une partie importante des nouveaux postes créés entre 2019 et 2020 étaient occupés par des hommes (notamment les médecins salariés au Centre communal de santé). En 2021 et 2022, la proportion des femmes dans les effectifs est remontée et se stabilise à 65%.

Rapport sur l'égalité hommes/femmes au sein des services municipaux + CCAS (Emplois Permanents au 30/06/2022)		
REPARTITION DES AGENTS PAR SEXE		
Année	Hommes	Femmes
2021	35%	65%
2022	35%	65%

Ce déséquilibre s'explique en partie par les effectifs quasi exclusivement féminins dans certains services tels que l'éducation, la petite enfance, les services administratifs et le Centre communal d'action sociale.

	Hommes	Femmes	Total
VILLE	146	237	383
CCAS	11	55	66
TOTAL	157	292	449

2 - Par tranches d'âge, on note que

- 6,78 % des agents avaient entre 20 et 29 ans en 2017 ; en 2019, ce sont 7,88 % des agents qui sont dans cette tranche d'âge ; en 2021, on constate une baisse pour atteindre 4,9 %. En 2022, la proportion des 20-29 ans augmente légèrement et ce sont in fine 5,79 % des effectifs qui ont moins de 30 ans. S'il y a donc un léger rajeunissement des effectifs par rapport à 2021, cette progression reste faible malgré un nombre de départs en retraite plus élevé ;
- 37,41 % des agents avaient entre 40 et 49 ans en 2017 ; ils étaient 38,11 % en 2018 et 35,1 % en 2021. Avec 33,6 % en 2022, cette tranche est toujours en diminution.
- 40 % des agents avaient plus de 50 ans en 2017, 41,70 % en 2018, 42,64 % en 2019, et 46% en 2021. Pour 2022, le taux d'agents de plus de 50 ans est passé à 47,66%.

RÉPARTITION PAR TRANCHES D'ÂGE 2022 -VILLE et CCAS - (emplois permanents) : chiffres 2021 en italique			
Tranches d'âges	Nbre d'agents	Nbre d'hommes	Nbre de femmes
De 20 à 29 ans	26 (22)	6 (6)	20 (16)
De 30 à 39 ans	58 (63)	20 (23)	38 (40)
De 40 à 49 ans	151 (158)	59 (63)	92 (95)
De 50 à 55 ans	111 (112)	34 (33)	77 (79)
De 56 à 59 ans	73 (70)	28 (26)	45 (44)
60 ans et plus	30 (25)	10 (6)	20 (19)
Total	449 (450)	157 (162)	292 (293)

La Ville et le CCAS continuent donc de voir leur moyenne d'âge augmenter, ce qui n'est pas sans risque sur le fonctionnement quotidien des services, sur le GVT et sur les éventuelles maladies professionnelles. Il est naturellement constaté un lien direct entre le vieillissement des agents et l'apparition de troubles musculo-squelettiques, aussi bien chez les hommes que chez les femmes, et particulièrement dans certains métiers (petite enfance, entretien des bâtiments, etc...).

Ces données viennent conforter la nécessité impérieuse de poursuivre les efforts en formation et accompagnement des agents - efforts déjà engagés depuis plusieurs années avec la conseillère en prévention et aussi, depuis cette année, avec le service santé au travail. Ces efforts doivent en outre être accentués par la poursuite d'un investissement dans des outils de travail toujours mieux adaptés aux risques encourus sur certains métiers. De même, les documents uniques, qui décrivent l'ensemble des risques liés à chaque métier de la collectivité et qui sont tous en finalisation de réécriture dans tous les services de la Ville et du CCAS, constitueront des documents précieux et primordiaux.

3 - Répartition par catégorie hiérarchique Ville et CCAS

RÉPARTITION PAR CATÉGORIE hiérarchique (emplois permanents)							
Sexe de l'agent	Catégorie A		Catégorie B		Catégorie C		Total
Féminin	36	78%	56	75%	200	61%	292
Masculin	10	22%	19	25%	128	39%	157
Total	46	100%	75	100%	328	100%	449

La répartition par catégorie hiérarchique des agents permanents de la Ville et du CCAS montre un déséquilibre qui découle en grande partie de la structure des services comme évoqué plus haut :

- en catégorie A : 78 % de femmes (81 % en 2021)
- en catégorie B : 75 % de femmes (69 % en 2021 – **à noter une augmentation en 2022 due au passage des auxiliaires de puériculture de la catégorie C à B**)
- en catégorie C : 61 % de femmes (pour 63% en 2021).

Pour rappel, le nombre de femmes en catégorie A avait beaucoup progressé en 2020 et 2021 principalement du fait de l'intégration réglementaire des EJE dans cette catégorie.

Le tableau ci-dessous présente les mêmes chiffres avec le pourcentage d'hommes et de femmes de chaque catégorie (A, B, C) ramené au nombre total d'agents permanents.

Catégorie	Nombre d'agents masculins		Nombre d'agents féminins		Ensemble des agents	
A	10	2%	36	8%	46	10%
B	19	4%	56	12%	75	17%
C	128	29%	200	45%	328	73%
TOTAL	157	35%	292	65%	449	100%

4 - Les données suivantes portent sur la répartition des effectifs femmes/hommes par temps de travail (complet ou non) et par type de temps au 30.06.22.

Quelques rappels de notions :

- **le temps partiel choisi** : poste à temps complet sur lequel l'agent demande à exercer ses fonctions à temps partiel – le temps partiel peut être de droit (enfant de moins de 3 ans, enfant handicapé par exemple) ou autorisé,
- **le temps non complet (non choisi)** : poste ouvert sur un temps de travail inférieur à 35h hebdomadaire lié aux besoins réels du service.

PAR TYPE DE TEMPS										
Sexe de l'agent	Temps Partiel Thérapeutique	Temps Complet	Temps Partiel 50%	Temps Partiel 60 %	Temps Partiel 70 %	Temps Partiel 80 %	Temps Partiel 90%	Temps Partiel de droit 50%	Temps Partiel De droit 80 % ou 85%	Temps Partiel De droit 90 %
Féminin	2	226	0	1	2	3	8	1	7	2
Masculin	2	144	1	0	0	0	0	0	3	0
Total	4	370	1	1	2	3	8	1	10	2
Sexe de l'agent	TNC 3H45 Par semaine	TNC 5H Par semaine	TNC 17H30 Par semaine	TNC 20h Par semaine	TNC 21H Par semaine	TNC 24H30 Par semaine	TNC 25H Par semaine	TNC 25H10 Par semaine	TNC 26H Par semaine	TNC 26H15 Par semaine
Féminin	0	0	5	0	1	1	1	1	1	1
Masculin	1	2	1	1	0	0	0	0	0	0
Total	1	2	6	1	1	1	1	1	1	1
Sexe de l'agent	TNC 28H Par semaine	TNC 29H30 Par semaine	TNC 30H Par semaine	TNC 31H30 Par semaine	TNC 32H Par semaine	TNC 32H30 Par semaine	TNC 33H Par semaine	TNC 34H Par semaine	Total Résultat	
Féminin	13	2	2	1	5	1	4	1	292	
Masculin	2	0	0	0	0	0	0	0	157	
Total	15	2	2	1	5	1	4	1	449	

On note une stabilisation du nombre d'hommes à temps partiel choisi (4 sur l'ensemble de la collectivité). Les femmes à temps partiel sont, elles, au nombre de 24.

Par ailleurs, au 30 juin 2022, 47 agents étaient à temps non complets, dont 40 sont des femmes. Ils sont principalement, pour les hommes comme pour les femmes, au sein des services aux familles et au Château, et quasi exclusivement en catégorie C. Au total, ils représentent 10,2% des effectifs totaux de la collectivité.

4 agents étaient à temps partiel thérapeutique au 30 juin 2022, soit un taux très faible d'agents, conformément aux années précédentes.

À noter que la situation des temps partiels ou non complets continue automatiquement d'influer sur la carrière des agents.

5 - Données comparatives des salaires entre les hommes et les femmes dans la collectivité (traitement moyen mensuel BRUT) au 30 juin 2022

MOYENNE DU SALAIRE BRUT MENSUEL (pour les agents à temps complet) au 31/07/2022					Moyenne des A	
Sexe de l'agent	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C	Moyenne	SANS DGS	
Féminin	3 472,35 €	2 520,73 €	2 187,10 €	2 726,73 €	Femme	Homme
Masculin	4 680,38 €	2 752,32 €	2 297,44 €	3 243,38 €	3 472,35 €	3 848,49 €
Total Général	4 076,37 €	2 636,53 €	2 242,27 €	2 985,05 €	Différence	-376,14 €

Les moyennes des salaires bruts mensuels (inclus le régime indemnitaire, les astreintes etc...) sur un équivalent temps plein sont globalement moins élevés pour les femmes que pour les hommes.

Cela s'explique notamment par les filières de rattachement (la filière technique est plus rémunératrice et les carrières plus avantageuses que les filières administrative, sociale ou animation) et surtout par les régimes indemnitaires associés à ces filières.

MOYENNE DU SALAIRE BRUT MENSUEL PAR FILIERES (pour les agents à temps complet) au 31/07/2022								
Sexe de l'agent	Sportive	Administrative	Animation	Culturelle	Sanitaire Et Sociale	Technique	Police	Moyenne
Féminin		2 578,44 €	2 175,94 €	2 696,17 €	2 352,43 €	2 325,38 €	2 649,88 €	2 463,04 €
Masculin	2 205,06 €	2 857,10 €	1 998,42 €			2 370,11 €	3 053,17 €	2 496,77 €
Total Général	2 205,06 €	2 717,77 €	2 087,18 €	2 696,17 €	2 352,43 €	2 347,75 €	2 851,52 €	2 479,91 €

Les traitements moyens bruts les moins élevés dans la collectivité sont constatés chaque année dans la filière animation, suivie par la filière sanitaire et sociale.

Pour rappel :

- les filières « animation » (composée à 79 % de femmes) et « sanitaire et social » (composée à 95 % de femmes) représentent 31 % des effectifs municipaux.

Les données ci-dessus révèlent aussi :

- que se réduisent d'années en années les différences de salaire entre hommes et femmes dans la filière administrative où il demeure un écart ;
- une moyenne de rémunération dans la filière culturelle, sportive, et dans la filière Police municipale peu représentative compte tenu du nombre d'agents concernés et du niveau de rémunération constaté.

6 - Données relatives à l'articulation entre vie professionnelle et vie personnelle

En premier lieu, la Ville et le CCAS acceptent systématiquement d'accorder les temps partiels sur autorisation à tous les agents qui le souhaitent (sauf quotité à 80 %). Ces demandes sont bien souvent formulées pour faire face aux besoins familiaux.

En outre, avec le Protocole de gestion du temps travaillé de la Ville applicable depuis le 1^{er} janvier 2019, les agents disposent de la possibilité de travailler sur 3, 4, ou 4 jours et demi en fonction de leur temps de travail hebdomadaire et des besoins du service.

Plusieurs services de la Ville et du CCAS travaillent en horaires et jours décalés par rapport aux horaires habituels de travail. Il s'agit d'une part des services techniques, agents d'entretien, agents des foires et marchés, agents des services liés au domaine touristique ou de l'animation (travail régulier les samedis et dimanches, ou en soirée notamment pendant le printemps et l'été), et d'autre part les services de la Maison de retraite La Sagesse (travail en nuits et en week-ends).

Le travail sur ces horaires décalés est une des sujétions retenues comme critère de variabilité du régime indemnitaire (RIFSEEP) des agents qui sont soumis à ces horaires compliqués. En effet, cette situation influe notablement sur la vie familiale et a été inscrite comme devant majorer la cotation des postes concernés. Il est prévu d'étudier en 2023, la revalorisation financière des sujétions en général dans le calcul du régime indemnitaire des agents.

Depuis le 1^{er} septembre 2021, la possibilité de télétravailler a été instaurée de manière définitive pour les agents de la Ville et du CCAS dont les postes de travail le permettent.

Le télétravail, quand il est instauré, est en général source de mieux être au travail tant pour les femmes que pour les hommes. Il permet en principe une meilleure conciliation entre vie privée et vie professionnelle, sous réserve que des bornes claires soient fixées dès le démarrage du télétravail afin que la sphère professionnelle n'empiète pas sur la sphère privée. 60 agents de la Ville et du CCAS ont un arrêté les autorisant à télétravailler, sur environ 150 postes télétravaillables.

Au cours de l'année 2019, la Ville et le CCAS de Saumur avaient aussi engagé un diagnostic des Risques Psycho sociaux au cours duquel les agents ont pu exprimer leurs difficultés dans leur milieu de travail. Un programme d'actions a été envisagé suite à ce diagnostic, en lien avec les représentants du personnel au CHSCT. Des pistes d'actions relatives à l'amélioration de l'articulation vie professionnelle / vie personnelle et de l'égalité de traitement entre hommes et femmes dans la collectivité ressortent notamment de ce travail qui va devoir être relancé en 2023.

7 - Données relatives à la prévention de toutes les violences faites aux agents (hommes ou femmes) sur leur lieu de travail et à la lutte contre toute forme de harcèlement

La Direction Générale et la Direction des Ressources Humaines de la Ville et du CCAS sont particulièrement mobilisées sur la prévention des violences sur le lieu de travail quelles qu'elles soient. Ainsi la Ville dispose toujours :

- 1) d'un assistant social du travail à raison de 2 permanences par mois, qui reçoit les agents qui le souhaitent de manière anonyme et travaille en relation étroite avec la DRH
- 2) d'un service de médecine préventive en lien avec la Communauté d'agglomération (tous les agents de la Ville et du CCAS ont quasi été reçus en 2022 pour une 1^{ère} visite auprès du Médecin de prévention),
- 3) des services d'une psychologue du travail,
- 4) d'un service de santé au travail intégré à la Direction des Ressources Humaines constitué d'un agent spécialisé sur ces sujets et d'une conseillère en prévention.

En cas de signalement d'une situation difficile, quel que soit l'interlocuteur qui reçoit cette information, tous les moyens disponibles peuvent donc être mis en marche.

Pour 2023, la création du service de médecine du travail en interne ouvre plus encore les voies possibles d'alerte pour les agents municipaux.

Des actions ponctuelles de formation ou de sensibilisation pour la lutte contre les violences, notamment faites aux femmes, sont régulièrement proposées aux agents volontaires.